



## ANRAS : un avenir toujours lourd d'inquiétude

Deux mois après la rentrée, quel bilan tirer des derniers événements à l'ANRAS après la nomination d'un directeur général de transition et le départ négocié de la directrice générale adjointe ?

Une situation toujours précaire et incertaine puisqu'un nouveau directeur général vient d'être recruté qui prendra ses fonctions en janvier 2014 sans qu'aucun bilan ni enseignement n'aient été tirés de la situation qui a conduit à la rupture du dialogue social.

Par contre, le conseil d'administration lui, est toujours en place.

La crise est donc, selon nous, toujours là puisqu'à ce jour, aucune décision suffisamment significative, n'est intervenue pour marquer une rupture franche avec la politique menée et faire renaître l'espoir chez les salariés en lutte depuis des mois.

Les 5 organisations syndicales, quant à elles, ont pris l'initiative, dès la rentrée de septembre, de façon responsable, de renouer un dialogue social totalement rompu depuis des mois, et ce, bien que rien ne soit réglé sur le fond :

- Demande d'un conseil d'administration extraordinaire
- Reprise des IRP sur les établissements (DP, CE, CHSCT)
- Reprise des réunions de CCE
- Reprise du dialogue avec le Directeur général de transition

### Face à notre volonté d'ouverture, quelle a été la réponse de l'ANRAS ?

Le CA a fini par répondre à notre demande d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue le 14 octobre dernier.

Et contrairement à ce qu'affirme une note récente de la direction générale, ce ne fut pas, de notre point de vue, une « réussite », loin s'en faut.

En effet, il ne suffit pas de réunir autour d'une table salariés, administrateurs et direction générale, encore faut-il qu'il y ait, de part et d'autre, une réelle volonté de dialogue, d'écoute et d'ouverture pour espérer inverser la tendance et que des actes forts et suffisamment symboliques soient posés pour que revienne un début de confiance.

Il n'en fut rien, l'ANRAS d'évidence ayant accepté, contrainte, cette rencontre et n'ayant à aucun moment fait montre d'une réelle volonté d'un quelconque renouveau de l'association qui aille dans le sens exigé depuis des mois par une immense majorité de salariés, employés et cadres.

Aucune réponse significative n'a été apportée aux représentants des salariés qui avaient pourtant sollicité cette rencontre, aucun geste concret d'apaisement.

Une réunion d'ailleurs qui a bien mal débuté puisque le président a, d'entrée, déclaré que « *la page était tournée* ».... Il refusera en outre d'aborder et de traiter un point central demandé par les syndicats et qu'il avait d'ailleurs lui-même mis à l'ordre du jour, à savoir, l'analyse des événements passés, qu'il renverra à une commission de travail sous la seule houlette du DG de transition.

Mieux, le président refusera d'apporter la moindre réponse à la pétition signée par plus de 1000 salariés dénonçant la politique associative et prônant un changement en profondeur de la politique

menée. Seul commentaire du président : « Cette pétition date d'avril et n'est donc plus d'actualité »... !

**Pour l'ANRAS donc, le sujet est clos et la crise réglée !**

**Voilà donc la réponse de l'ANRAS aux centaines de salariés, employés et cadres, qui se sont mobilisés durant des mois et qui ont massivement manifesté dans les rues de Toulouse et à la Préfecture le 11 juin dernier !**

Il n'y aura d'ailleurs aucune réaction des 7 administrateurs présents ni du DG de transition dont on aurait pu espérer qu'il mette en œuvre et favorise, en présence de l'employeur, le nécessaire dialogue social qu'il prône par ailleurs dans ses déclarations.

Car si le dialogue a effectivement repris avec ce dernier, nous savons que son départ est imminent et c'est bien de l'employeur, à savoir le CA, que nous étions en droit d'attendre une ouverture et des actes concrets.

Les annonces du seul DG de transition (mise en place de 3 commissions, éthique, RH et prospective, et mise en place de 3 journaux associatifs censés améliorer la communication) ne sont pas, à notre sens, à la hauteur de la crise et du défi à relever puisqu'elles ne s'attaquent pas au fondement même des graves dysfonctionnements de gouvernance qui sont à l'origine de la dérive associative (non respect permanent des statuts, centralisation de tous les pouvoirs autour du bureau et du DG, neutralisation du CA par des évictions massives d'administrateurs, cooptation en toute opacité de ces derniers, défection massive de ces mêmes administrateurs dont nombre ne siègent jamais, non reconnaissance des représentants des salariés etc...)

**Ces graves dysfonctionnements de gouvernance font partie des causes qui engendrent les difficultés rencontrées par les salariés sur les établissements.**

**La majorité des salariés de l'ANRAS ont clairement revendiqué un changement de gouvernance ; ils attendent un soutien réel de l'employeur afin que celui-ci facilite leur travail au lieu de l'entraver !**

Des annonces, en outre, loin d'être innovantes puisque ces commissions existent déjà dans les statuts et n'ont jamais été mises en œuvre et que le journal associatif (ANRAS INFO) qui, à l'origine, était ouvert à tous les acteurs associatifs, est devenu, au fil du temps, le journal de propagande au seul service du président et de la direction générale. Pourquoi alors ce qui n'a pas marché hier serait-il efficient aujourd'hui... ?

Les organisations syndicales restent en outre circonspectes quant au discours du DG de transition qui consiste dans le même temps à les « remettre à leur place » en voulant les exclure du CA tout en les associant malgré tout à un travail sur le management et ce, alors qu'à ce jour, aucune réunion ne leur a été proposée et que la mission de ce DG prendra fin d'ici la fin de l'année.

Un paradoxe qui met les syndicats en porte à faux et questionne sur les véritables motivations à l'œuvre.

Plus inquiétant encore est le retour en force de l'**URIOPSS** (*Union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux*) à laquelle a adhéré l'ANRAS et qui reprend clairement en main l'association, le président et le directeur général de l'URIOPSS assistant même au conseil d'administration extraordinaire du 14 octobre.

Comment en effet ne pas être inquiet de cette « mise sous tutelle » de l'ANRAS, **un aveu d'échec donc de la politique menée qui démontre la légitimité de la lutte menée avec succès par les salariés**, sept ans après la création de l'association, quand on sait que cet organisme a présidé durant près de 30 ans à la destinée de l'ex AGOP (qui était une de ses émanations directe) avec toutes les conséquences connues.

Pour preuve de cette main mise sur l'association : le directeur général de l'URIOPSS annoncera lui-même lors de la réunion du CA le recrutement du nouveau directeur général de l'ANRAS, l'entrée de

nouveaux administrateurs issus de la société civile (et non des professionnels) et se permettra même de « tancer » les représentants des salariés en leur demandant « *d'arrêter de chahuter* »...

Comment ne pas être inquiet quand le DG de transition défend la modification des statuts de l'ANRAS réfléchis et élaborés en 2006 durant l'administration provisoire avec tous les acteurs associatifs, avec pour objectif de sortir les représentants des salariés du CA...

Une décision qui irait totalement à contre courant des dispositions paritaires nationales renforçant justement la présence des salariés dans les CA des grandes entreprises, et qui serait un signe des plus négatifs susceptible de ranimer le conflit...

**Va-t-on revenir au temps de l'AGOP avec un CA totalement opaque, sans les salariés, et constitué essentiellement de personnalités « cooptées » de la société civile (dirigeants du BTP, architectes, avocats comme c'était le cas alors) totalement déconnectées des réalités du terrain ?**

Comment ne pas être inquiet quand, dans la dernière note de la direction générale, l'ANRAS et les syndicats sont renvoyés dos à dos, partageant donc la même responsabilité dans la crise, et qu'il est fait état « *des positionnements simplistes et archaïques qui laissent la part belle aux procès d'intentions et aux jugements de valeurs* »... C'est cela l'ouverture au dialogue prônée par ailleurs dans le respect de chacun... ?

Face à ce constat, nous réaffirmons avec force aujourd'hui que :

- **Oui, les 5 organisations syndicales et les représentants des salariés feront tout pour que vive nos établissements, notre outil de travail, mais pas à n'importe quel prix. Et surtout pas sur le dos des salariés dont les conditions de travail se dégradent de manière inquiétante sur les établissements depuis des mois.**
- **Oui nous affirmons haut et fort notre volonté de contribuer avant tout à l'amélioration des conditions de travail des salariés et donc d'une meilleure qualité d'accueil et de prise en charge des usagers.**
- **Oui, nous restons ouvert au dialogue et à la concertation mais dans la plus grande vigilance.**
- **Oui, nous continuons, plus que jamais, à considérer qu'il y a urgence à impulser un changement en profondeur de la politique associative et que le salut de l'ANRAS ne se fera qu'à cette condition, le seul renouvellement de quelques dirigeants ne pouvant suffire à inverser la dynamique qui nous a tous mené dans le mur.**
- **Oui, syndicats et représentants du personnel veulent continuer à s'inscrire dans une dynamique positive et constructive mais garderont leur parole libre et responsable, une posture éthique dont nous ne dévierons pas. Nous n'accepterons pas, comme c'est le cas depuis la rentrée, toute menace, toute forme de chantage, d'où qu'elles viennent, consistant explicitement à inviter les acteurs associatifs (comprenez surtout les syndicats) à « rentrer dans le rang »**

Nous sommes effectivement à une charnière décisive de l'histoire de l'association et ce n'est pas en faisant revivre les fantômes et les pratiques du passé que l'ANRAS sortira de la crise.

Nous avons fait des avancées significatives, preuve de notre volonté d'être force de proposition constructive dans la défense de notre outil de travail.

**La balle est aujourd'hui clairement dans le camp de l'ANRAS. A elle de démontrer aux 1700 salariés qu'elle les a entendus dans leur aspiration profonde et légitime au changement.**

Le 4 novembre 2013